



Les Ateliers de Profession Banlieue

Les politiques éducatives locales

8 avril, 10 juin, 3 octobre et 16 novembre 2022
à Profession Banlieue, 15 rue Catulienne, Saint-Denis

Depuis 2019, les cités éducatives se multiplient en Seine-Saint-Denis. Le département compte aujourd'hui neuf cités éducatives et trois nouvelles labellisations. Le principe de la « troïka », lieu de gouvernance partagée entre l'État, l'Éducation nationale et les collectivités locales, constitue une nouvelle étape dans l'affirmation du « partenariat » comme marqueur des politiques éducatives locales. Depuis les années 2000, les acteur·rices locaux·les ne sont plus cantonné·es au secteur périscolaire et au fonctionnement matériel et technique de l'école, mais sont sollicité·es pour la prise en charge de certaines problématiques (décrochage, violences...). L'évolution du rôle des collectivités et de leurs partenaires instaurent ainsi « un nouvel ordre éducatif local », qui réaffirme l'importance de la proximité comme espace privilégié de l'action éducative (Ben Ayed, 2000).

Ce mouvement s'est accompagné d'une rapide succession de dispositifs (PEDT, PEGT, Cités éducatives) destinés à donner un cadre aux relations entre l'État, l'Éducation nationale et les acteur·rices locaux·les. Les relations entre la politique de la ville et les politiques d'éducation prioritaire ou compensatoires, s'entremêlent et participent à l'émergence d'un nouvel âge de l'action éducative qui semble d'abord ancré sur une approche très individualisée des conditions de la réussite scolaire, plutôt que sur un principe d'action ciblée à l'échelle des territoires (Rochex, 2019). Les projets de réforme de l'éducation prioritaire (contrats d'accompagnement locaux) expérimentés à partir de septembre 2021, accentuent ce changement de paradigme au sein même de l'Éducation nationale.

Les multiples tentatives d'actions éducatives concertées dans les quartiers prioritaires s'inscrivent dans un objectif de réussite scolaire de plus en plus central. Mais ces objectifs de réussite éducative font-ils réellement consensus au sein de la communauté des acteur·rices de l'éducation ? Quels effets produit l'évolution du contexte politique et institutionnel sur le sens donné à la formation des jeunes citoyens ? Par ailleurs, comment les professionnel·les parviennent-ils·elles dans ce contexte en mutation à décliner ces politiques éducatives locales ? Avec quelles contraintes et quelles réussites ?

Nous aborderons ces questions lors d'un cycle d'Ateliers préparé avec **Benjamin MOIGNARD, professeur des Universités à l'Université Cergy-Paris** et président de l'Observatoire universitaire international éducation et prévention (OUIEP). Les interventions des chercheuses de l'OUIEP ainsi que les témoignages de professionnel·les du territoire proposeront des repères aux acteur·rices souhaitant prendre du recul, au-delà des dispositifs, pour s'interroger sur les parcours des enfants et les pratiques des professionnel·les du champ de l'éducation.

Quatre ateliers complémentaires sont organisés :

Atelier 1 – Des projets éducatifs de territoire aux cités éducatives : quelles sont les dynamiques des politiques éducatives locales ?

Atelier 2 – Quels jeunes adultes les professionnel·les de l'éducation forment-ils·elles ?

Atelier 3 – Quelle capacité d'agir des enfants et des familles au sein des dispositifs éducatifs ?

Atelier 4 – Le climat éducatif : interroger l'éthique et les tensions autour de l'action éducative territorialisée

Vendredi 8 avril 2022 - 14h-17h

Des projets éducatifs de territoire aux cités éducatives, quelles sont les dynamiques des politiques éducatives locales ?

Le processus dit de « territorialisation de l'action éducative » apparaît comme le marqueur le plus symbolique de l'effritement du modèle politique centralisé caractérisant la France (Van Zanten, 2006). Il ne cesse de se déployer, depuis le début des années 1980, par l'intermédiaire des différents « projets » et « dispositifs » soutenus par des « contrats », entre l'Éducation nationale, d'autres ministères et les collectivités territoriales, dans une logique « partenariale ». Lors de cet atelier, Daniel Frandji rappellera en quoi cette démarche constitue bien moins un processus homogène qui déploierait linéairement une seule et même ligne politique, claire et cohérente, qu'une dynamique complexe d'action publique. Dans la logique de leur mise en œuvre, les différentes manifestations de cette dynamique contribuent en permanence à redéfinir les frontières spatiales et symboliques de l'action publique éducative : un quasi « jardin aux sentiers qui bifurquent » pour reprendre le titre d'une nouvelle de Jorge Luis Borges. Ces repères introduiront le cycle d'Ateliers qui vise à une prise de recul historique et à une qualification par les apports de la recherche. Les interventions d'acteur·rices de terrain, témoins de ces évolutions en Seine-Saint-Denis, permettront d'appréhender les spécificités du territoire, et d'accompagner la réflexion des professionnel·les sur ce qui pourrait actuellement se jouer dans la mise en œuvre des cités éducatives.

La territorialisation des politiques éducatives comme « un jardin aux sentiers qui bifurquent »

- Daniel FRANDJI, professeur des Universités, Université de Lyon 2

Tensions et enjeux d'un projet éducatif de territoire : retour d'expériences séquano-dionysiennes

- Sylvia ROUDAUT, chargée de mission projet éducatif global, Noisy-le-Sec

Vendredi 10 juin 2022 - 14h-17h

Quels jeunes adultes les professionnel·les de l'éducation forment-ils·elles ?

Les orientations politiques, les inscriptions institutionnelles et les ancrages territoriaux de la prise en charge des jeunes âgé·es de 13 à 25 ans évoluent régulièrement. Ce contexte dessine les contours d'espaces professionnels pluriels (en termes de d'organisations, de secteurs, de catégories d'acteur·rices) dont les caractéristiques résultent des transformations de l'action publique en matière de normes de gestion et d'intervention en général et en matière de jeunesse, en particulier.

En cela, les professionnel·les mobilisé·es par la prise en charge des jeunes constituent un groupe professionnel caractérisé par une hétérogénéité interne et des frontières externes évolutives. À l'échelle locale, leurs activités sont influencées par les caractéristiques des territoires concernés, par les problèmes publics identifiés et les orientations politiques privilégiées. Valérie Becquet proposera lors de cet atelier des repères de réflexion et évoquera, notamment, comment la question scolaire se présente comme une entrée pertinente pour interroger les dynamiques professionnelles. Son intervention sera suivie de témoignages de professionnel·les du territoire qui partageront leur vision et leur représentation de la jeunesse séquanodionysiennes et de ses besoins.

Quelles transformations des professionnalités éducatives face à l'action éducative territorialisée ?

- Valérie BECQUET, professeure des Universités en sciences de l'éducation et de la formation, Université Cergy-Paris

Action éducative et développement social : l'exemple des centres sociaux de Romainville

- Saléha BELKACEM, directrice de l'action éducative, Romainville

Lundi 3 octobre 2022 - 14h-17h

Comment envisager la capacité d'agir des enfants et des familles au sein des dispositifs éducatifs ?

La participation des publics ou des bénéficiaires des politiques publiques territorialisées, qu'elles soient éducatives, culturelles, artistiques ou sportives est devenue une modalité de mise en œuvre de l'action publique tout autant qu'un objectif de cette action. Cette participation, si fréquemment évoquée, se décline concrètement dans des dispositifs dont la philosophie oscille entre deux pôles ou deux idéaux-types caractérisant les deux extrémités d'un continuum allant d'une forme de « police des publics » (par référence aux travaux de Jacques Donzelot) pourvoyeuse d'une intention prescriptive et normative des comportements et pratiques des publics voire même de leurs croyances et valeurs à une forme émancipatoire, démocratique qui, par l'outillage, par la formation ou co-formation permet et soutient les décisions, les volontés, les actions voire les pouvoirs et contre-pouvoirs des publics. Si l'injonction à la « participation des publics » définit assez précisément quels sont les publics visés (enfance(s) et familles, jeunes en décrochage scolaire, femmes allophones, parents isolés, etc.), la délimitation des modalités concrètes de cette participation est bien plus floue : quelle place leur est réservée ? Décisionnaire ou exécutoire ? Cette participation est-elle pensée ou simplement posée comme un principe (non) rarement assorti de moyens ? Nous souhaitons ici montrer qu'avant de penser la « participation des publics » il est un préalable, celui de penser, permettre et soutenir leur liberté d'action et de décision, y compris au sein de cadres formalisés par les professionnel·les des secteurs socio-éducatifs ou socio-culturels. Par analogie avec la célèbre citation de la pièce de théâtre Par le village de Peter Handke « Malheur à toi si tu oses décider qui nous sommes, malheur à toi si tu dis qui il est », nous interrogeons l'incidence de dispositifs qui, décidant pour leurs publics ce qu'ils ont à faire ou ne pas faire, ou de ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas faire, dévoient l'essence de cette « participation des publics ». Or, cette participation commence bien en amont, par exemple en donnant la possibilité aux publics de choisir, de décider, de mener des actions jusqu'où ils souhaitent les mener, et ce dès leur plus jeune âge. Le jeu est le premier espace de décision. Comment pensons-nous, dès la prime enfance, l'élaboration et l'expérimentation de la décision au sein d'un groupe de pairs ? Participer n'est-ce pas décider ? Or, comment pensons-nous les modalités de mise en œuvre des décisions des enfants dès le plus jeune âge ?

Donner à jouer en ludothèque ou dans des espaces extérieurs tels les ludomobiles ou les terrains d'aventure est un formidable projet et laboratoire social pour qui veut réfléchir à la participation des publics tant offrir librement à chacun-e du jeu requiert de réfléchir à la relation éducative, à la reconnaissance de l'autre en droit et en principe, à la constitution du lien social.

- Nadège HABERBUSCH, co-directrice des Enfants du Jeu, formatrice
- Stéphanie RUBI, professeure des universités en sciences de l'éducation et de la formation
- Benjamin MOIGNARD, professeur des universités à l'Université Cergy-Paris

Mercredi 16 novembre 2022 - 14h-17h

Le climat éducatif : interroger l'éthique et les tensions autour de l'action éducative territorialisée

La notion de climat scolaire est travaillée de longue date par les acteurs éducatifs et scolaires qui y voient sans doute d'abord, une réponse pédagogique à l'exercice de la classe et la mise en forme d'une cohérence éducative à l'échelle d'un établissement. Le climat scolaire renvoie à la perception qu'ont les élèves, les équipes éducatives et pédagogiques, les parents, de leurs expériences de la vie et du travail dans l'école. On ne compte plus les recherches qui pointent les effets positifs d'un climat scolaire favorable sur le bien-être à l'école ou la prévention des conduites dites « à risque », mais également et surtout, sur la qualité des apprentissages. L'amélioration du climat scolaire apparaît comme une condition de la réussite des élèves ; et les directions d'établissements, appuyées sur les équipes et la communauté éducative, créent les conditions de son amélioration. De fait, pour Benjamin Moignard et Benjamin Denecheau, travailler sur le climat scolaire, renvoie à une lecture systémique de la construction du savoir et des apprentissages à l'école, qui induit une lecture fine des leviers de transformations de l'activité scolaire. Au-delà du seul cadre de l'école, ce travail vise à rendre compte de dynamiques et de logiques d'actions qui ne sont plus à envisager seulement à l'échelle des établissements, mais aussi à partir des dynamiques locales en place. Comment et à quelles conditions est-il possible d'envisager une mesure de ce climat éducatif ? Que nous dit-il des logiques d'alliances et de partenariats développées au travers d'un certain nombre de politiques éducatives locales ? Quelles ressources et quelles analyses disponibles pour répondre à l'injonction à des partenariats souvent peu problématisés ?

- Benjamin MOIGNARD, professeur des universités à l'Université Cergy-Paris et Benjamin DENECHÉAU, maître de conférences en sociologie de l'éducation, Université Cergy-Paris

Programme des intervenant-es issues du monde professionnel à venir